

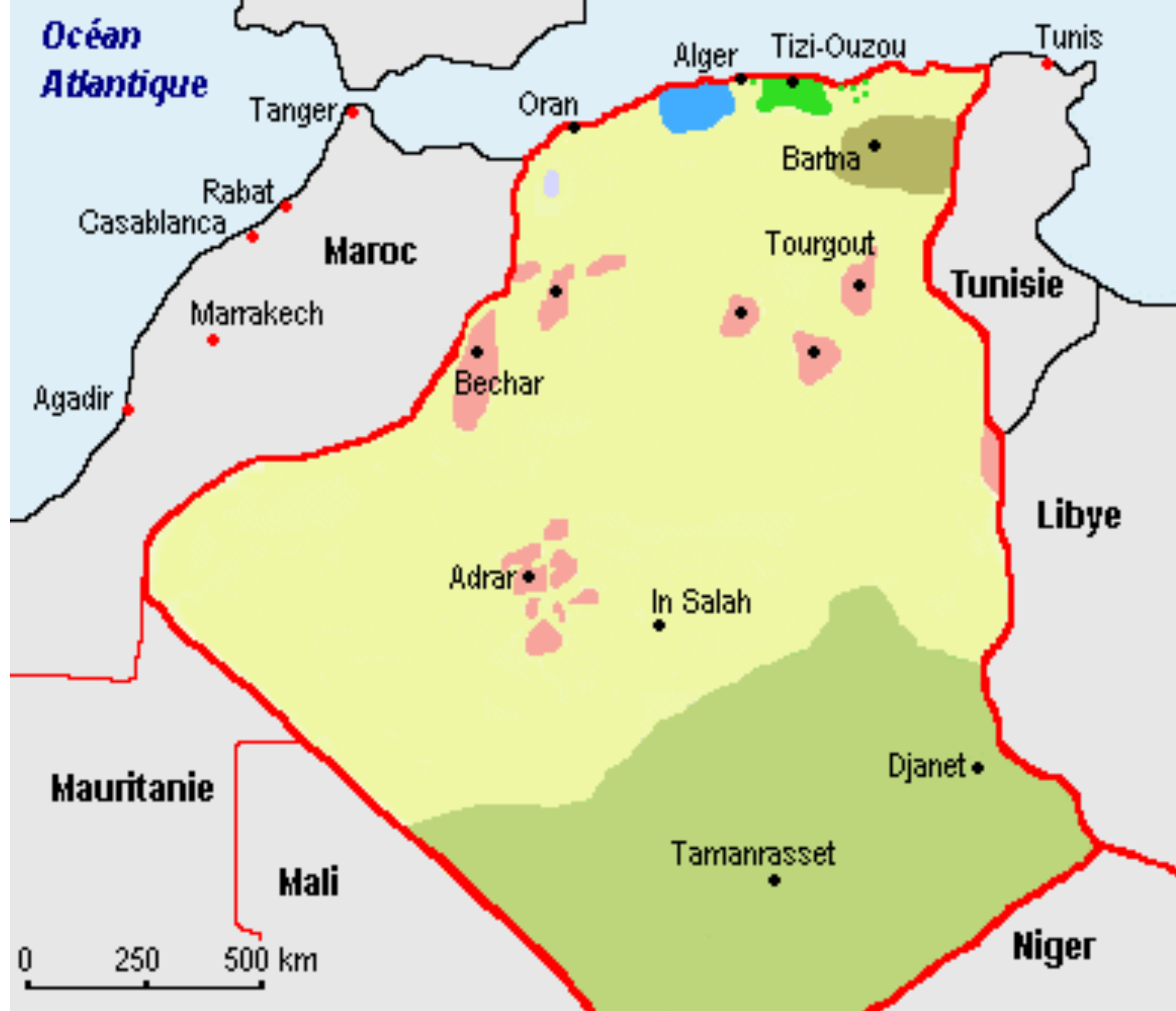


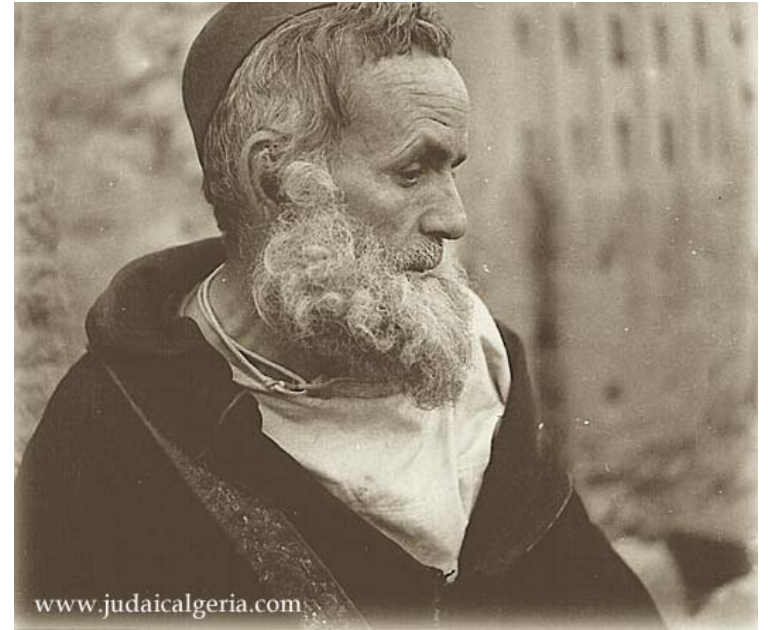
Benjamin Stora

LES TROIS EXILS



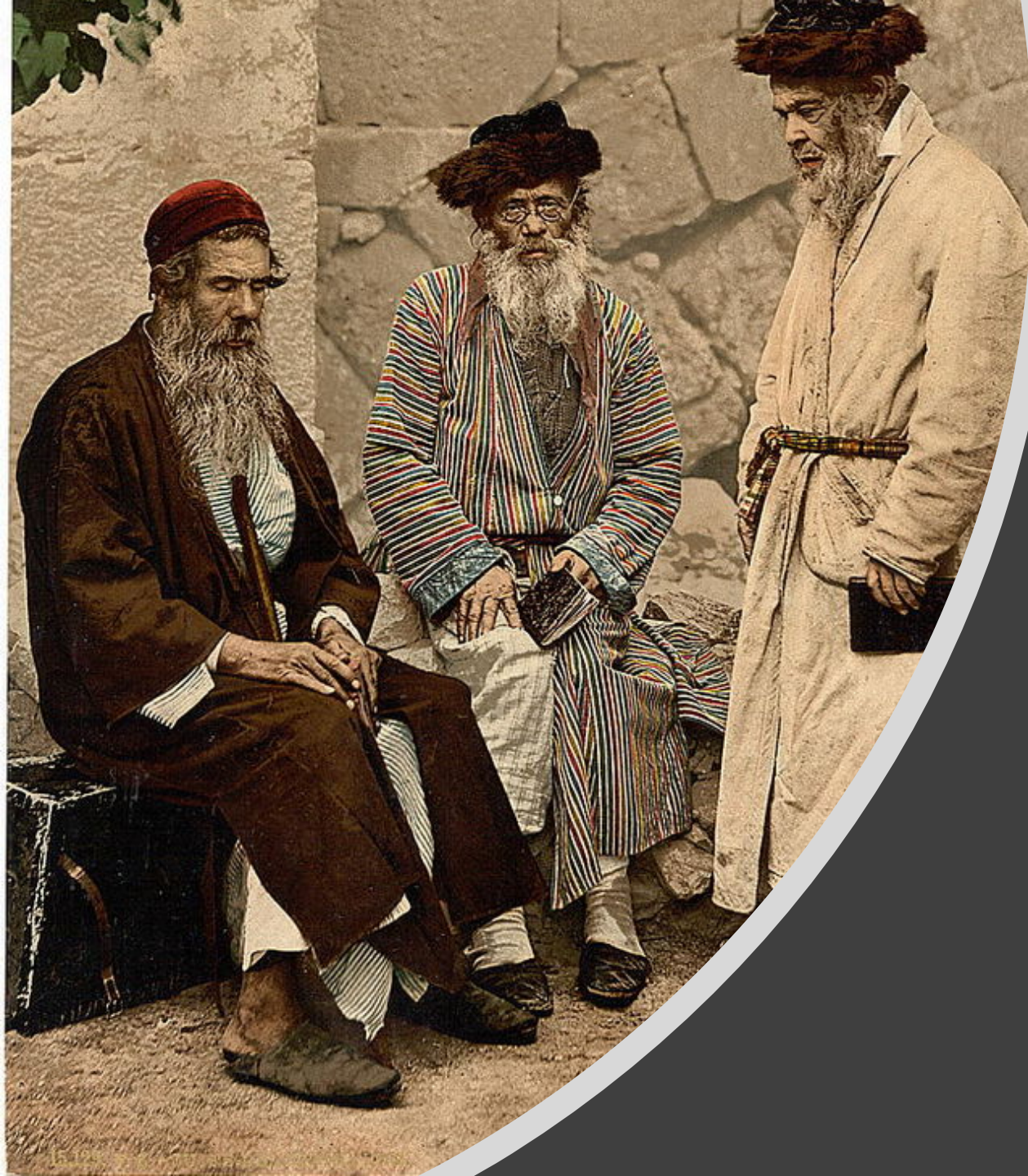
JUIFS D'ALGÉRIE





Judéo-berbère





Avant 1830, les juifs
d'Algérie bénéficient
du statut de :

« *Dhimmi* »

1^{er} exil : Décret Crémieux (1870)

B. n° 8.

— 109 —

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 136. — *DÉCRET qui déclare citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie.*

Du 24 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français; en conséquence, leur statut réel et leur statut personnel seront, à compter de la promulgation du présent décret, réglés par la loi française, tous droits acquis jusqu'à ce jour restant inviolables.

Toute disposition législative, tout sénatus-consulte, décret, règlement ou ordonnance contraires, sont abolis.

Fait à Tours, le 24 Octobre 1870.

Signé AD. CRÉMIEUX, L. GAMBETTA, AL. GLAIS-BIZOIN, L. FOURICHON.

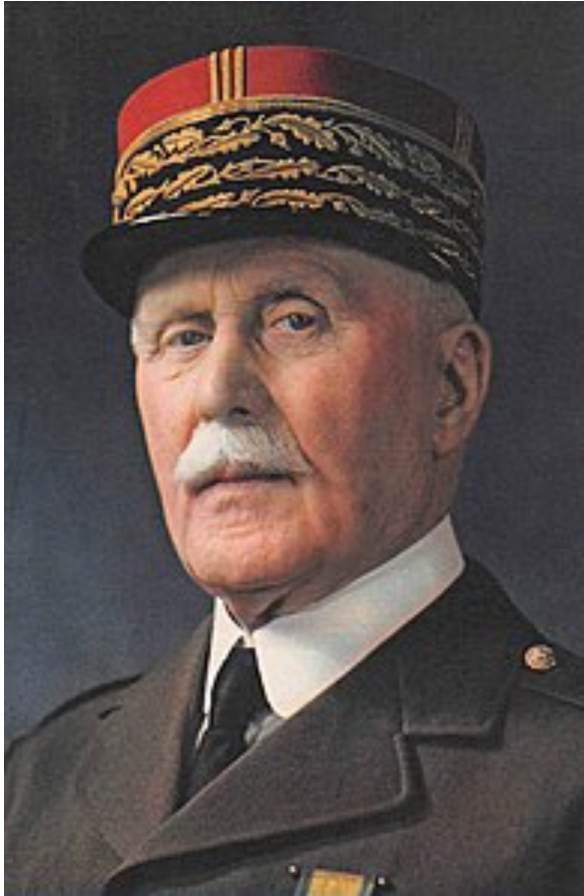


Isaac Adolphe Crémieux
(Ministre de la Justice)

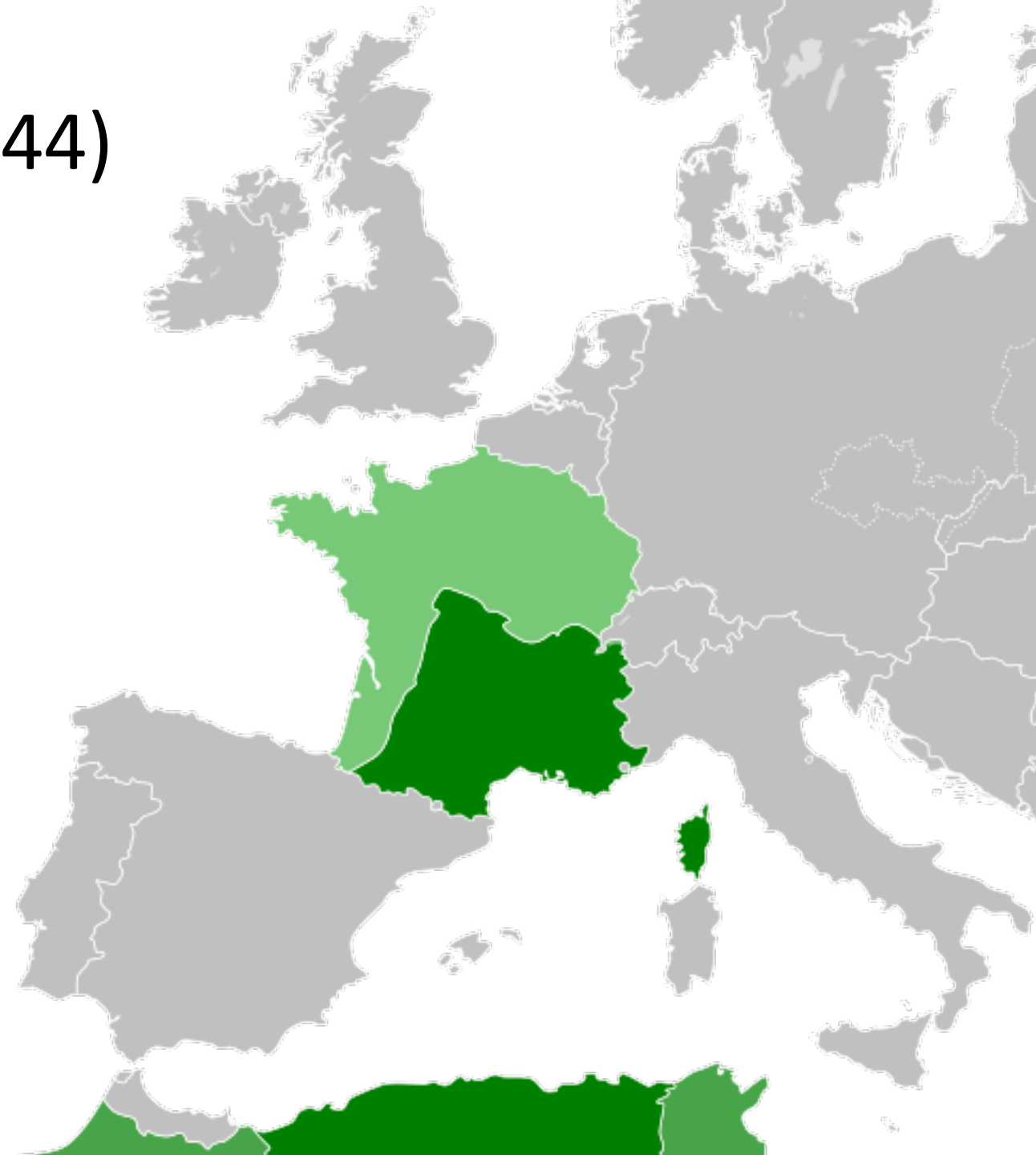
1934 Massacre des juifs de Constantine

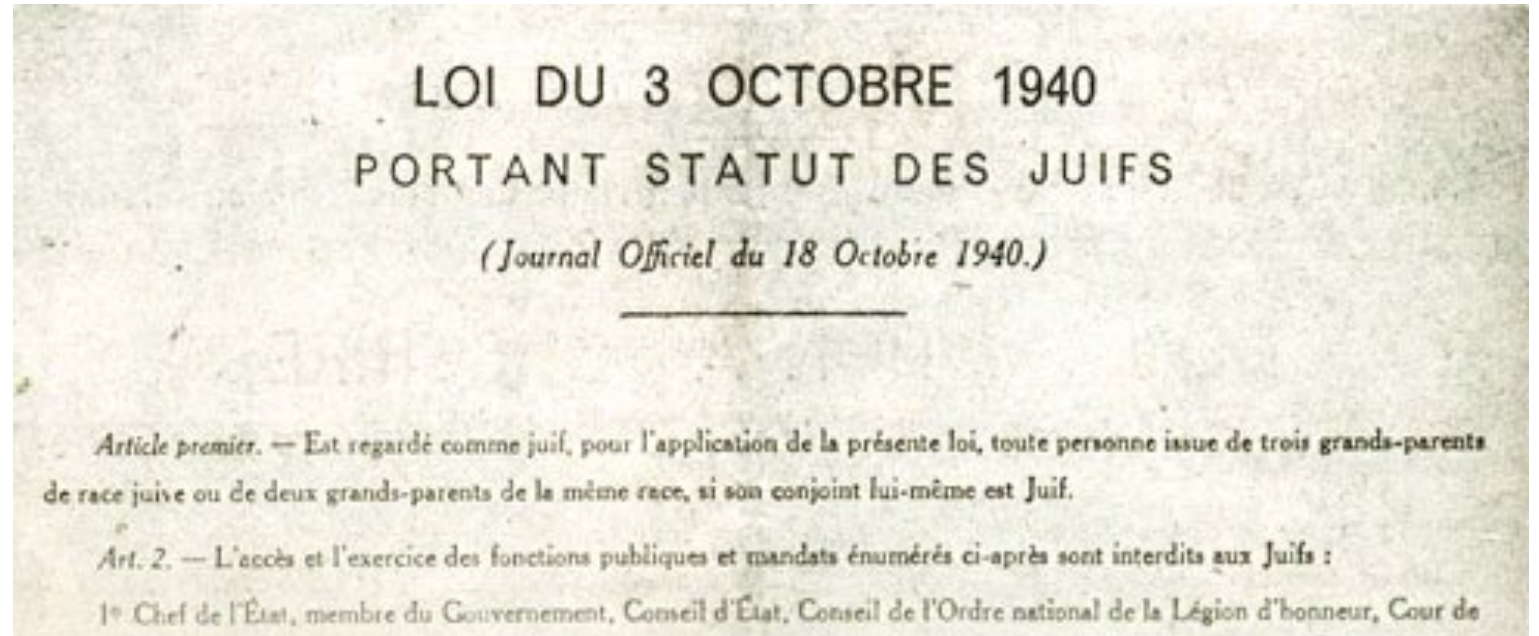


Régime de Vichy (1940-1944)



Maréchal Pétain





2^e exil: statut des juifs

8 mai 1945 : Massacres de Sétif et Guelma





1962 :
L'Algérie devient
indépendante



3e exil: Un départ
physique



Le maire de Marseille a 150.000 habitants de trop GASTON DEFFERRE:

**“Que les
«pieds noirs»
aillent
se réadapter
ailleurs”**



Gaston Defferre : « Le gouvernement doit faire quelque chose. »

Ly a cent cinquante mille habitants de trop actuellement à Marseille. C'est le nombre des rapatriés d'Algérie qui pensent que le Grand Nord commence à Avignon et qui ne veulent pas quitter la ville du soleil malgré les sollicitations des autorités officielles.

Cette présence massive de Français d'Afrique du Nord pose de graves problèmes au sénateur-maire, M. Gaston Defferre.

« Petit à petit, Marseille s'asphyxie, m'a déclaré hier soir, dans son bureau qui domine le Vieux-Port de Marseille, M. Gaston Defferre. Bientôt, il demandera presque impossible de nourrir ni même de loger toute cette masse d'hommes et de femmes désemparés, continue M. Defferre. » La situation s'aggrave de jour en jour. On n'a plus le

droit de laisser ces gens dans la misère. C'est au gouvernement français de prendre ses responsabilités.

« Pour ma part, je ne puis offrir que deux mille emplois dans la cité, et encore, en servant les couloirs. Le gouvernement doit être alerté et diriger le surplus des rapatriés vers d'autres zones.

« A cette époque de l'année, il fait bon heureusement, ce qui permet à certaines familles d'Algérie de rester un peu plus longtemps dans les rues le soir avant de se retrouver à quinze ou vingt dans une même pièce. Mais que feront tous ces gens en plein hiver ?

« Et les enfants ? Ici, pas question de les inscrire à l'école, car il n'y a déjà pas assez de places pour les petits Marseillais. Une fois de plus le gouvernement doit faire quelque chose. »

« Est-il vrai qu'il règne dans la ville de Marseille une certaine tension entre Marseillais et « pieds noirs » ?

« Oui, c'est vrai. Au début, le Marseillais était ému par l'arrivée de ces pauvres gens, mais bien vite les « pieds

noirs » ont voulu agir comme ils le faisaient en Algérie quand ils donnaient des coups de pieds aux fessas aux Arabes. Alors, les Marseillais se sont réveillés.

« Mais, vous-même, regardez en ville : toutes les voitures immatriculées en Algérie sont en infraction... »

« Que fait la municipalité pour aider les rapatriés ?

« Personnellement, j'ai passé une nuit entière à téléphoner à Paris à M. Pompidou pour me faire débiter les crédits nécessaires pour les rapatriés. La municipalité a offert six millions et mis à la disposition des réfugiés des locaux et du personnel.

« Dans certains milieux politiques de Marseille on laisse entendre qu'aux prochaines élections, grâce aux 150.000 personnes qui sont arrivées récemment, votre siège de maire risquerait d'être en danger ?

« De toute façon, les élections n'auront lieu que dans trois ans et d'ici là de l'eau

peut couler sous le pont.

« De plus, personnellement, je les attends pour la bagarre. Voilà dix ans que mes ennemis politiques essaient de me faire basculer, mais il n'y a jamais eu à Marseille un maire qui ait fait autant que moi pour l'activité économique de la ville. Et ça, mes compatriotes le savent. »

« Dans certains milieux de Marseille on prétend que vous avez à votre disposition une police spéciale, genre « barbouzes ». Est-ce exact ?

« Non, je n'ai pas de « barbouzes » à ma disposition, mais simplement des militants. Ils sont groupés en sections, en sous-sections. Il y en a à Marseille un peu plus de 15.000.

« C'est la deuxième fédération de France. Et croyez-moi, ces gens savent se battre. Aux prochaines élections électorales, si les « pieds noirs » veulent nous chatouiller le bout du nez, ils verront comment mes hommes savent se « débattre ». Ce ne sont pas ceux qui viendront, mais nous qui irons casser leurs réunions.

« N'oubliez pas que j'ai avec moi une majorité de dockers et de chauffeurs de taxis ! »

« Pensez-vous que les « pieds noirs » donnent l'impression d'être politiquement organisés ?

« Non, pas du tout. Sinon ils auraient agi depuis longtemps. Il existe des membres des commandos Delta à Marseille, mais pour l'instant ils sont sans chefs et sans titres de file. Ils sont donc inutilisables, du moins pour le moment.

« Avez-vous embauché dans vos services municipaux des fonctionnaires « pieds noirs » ?

« Pas question que j'embauche des fonctionnaires, car, depuis mon arrivée à la municipalité de Marseille, je me suis séparé déjà de plus de 1.500 employés.

« Voyez-vous une solution aux problèmes des rapatriés à Marseille ?

« Oui, qu'ils quittent Marseille en vitesse : qu'ils aillent se réadapter ailleurs et tout ira pour le mieux.

Camille GILLES.

LA VALISE OU LE CERCUEIL

90 % des votants, uniquement des Français de métropole, ont voté par référendum, le 8 avril 1962, les accords d'Évian. 99 % des votants, uniquement des Algériens, s'expriment, le 1^{er} juillet 1962, toujours par référendum, en faveur de l'indépendance. Les Français d'Algérie, jamais consultés sur leur

sort, doivent alors quitter un pays qui n'est plus le leur pour une mère patrie dont ils ignorent tout. Dans les valises, le nécessaire (des vêtements, quelques biens) et l'indispensable (ce qu'ils ont pu emporter de souvenirs de leur passé). Mais ils pensent surtout à sauver l'essentiel, leur vie.

